



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie
d'Ile-de-France

Unité territoriale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 4 OCT. 2010

Affaire suivie par : Yasmine COMMIN
Mel : yasmine.commin@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 01 64 10 53 54
YC/YC- 441
Référence : E-4/10 n° 1428

INSTALLATIONS CLASSÉES

OBJET : Cessation d'activité et remise en état d'un site sur lequel ont été exploitées des installations soumises à autorisation.

EXPLOITANT :

SCOMA Energie
11, rue Forest
75018 PARIS

AMENAGEUR :

Omnium Foncier Aménagement
3 avenue Morane Saulnier
BP 46
78141 Vélizy-Villacoublay Cedex

SITE CONCERNE :

SCOMA Energie
58, rue de la Fosse aux Anglais
77 190 DAMMARIE-LES-LYS

REFERENCE :

- Transmission en date du 8 mars 2010 du rapport de pollution des sols, du dossier de retrait des matériaux amiantés.

P.J. :

- Annexe 1 : Plan de localisation du site

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par transmission susvisée, la société Omnium Foncier Aménagement (OFA) a communiqué à la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Energie et l'Environnement de Savigny le Temple pour le mémoire de cessations d'activités de la société SCOMA Energie, un diagnostic de pollution des sols réalisé par le bureau BURGEAP Ingénierie de l'Environnement, le 9 février 2010.

Le présent rapport a pour objet de faire le point sur la cessation d'activités annoncée par la société SCOMA Energie, en préfecture, le 28 août 2008.

I – PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT et HISTORIQUE ADMINISTRATIF :

La société SCOMA Energie, par récépissé de déclaration n°12329 du 6 juin 1988, a exploité une installation de distribution de carburant d'un débit maximum de 3 m³/h pour les liquides inflammables de 1^{ère} catégorie, sous la rubrique 1434 (anciennement 261 bis).

Par arrêté préfectoral n°89 DAE 2IC 032 du 23 février 1989, elle est autorisée à exploiter des ateliers d'essais de moteurs à explosion d'une puissance comprise entre 200 et 1000 chevaux (cv), sous la rubrique 2931 (anciennement 298-2).

Le 6 juillet 2006, l'inspection des installations classées est interrogée sur les mesures à mettre en œuvre dans le cadre de la démolition et la réalisation d'un immeuble de bureau sur le site de la société SCOMA Energie.

Fin 2006, la société Omnium Foncier Aménagement (OFA) acquiert la parcelle AM 74 où était implantée la société SCOMA et la parcelle AM 288 appartenant à la ville de Melun où était édifiée un bâtiment à usage associatif. La société OFA envisage d'aménager un bâtiment de bureaux de type R+3, des parkings aériens et de procéder au remblaiement du site.

La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, est sollicitée en mars 2007 pour avis sur le dépôt d'un permis de démolir et d'un permis de construire n°77 152 07 00008, par la société OFA.

Le 19 juin 2007, la société OFA transmet un rapport de diagnostic initial de la qualité des sols et des eaux souterraines référencé REx00883-02 du 19 mars 2007, rédigé par le bureau BURGEAP.

Le 23 août 2007, la société OFA s'engage, dans son plan de gestion référencé RPe06577/AX.00278/CPeZ0701206 du 20 août 2007, à réaliser dès l'obtention des autorisations administratives nécessaires, les travaux suivants :

- *« enlèvement des cuves de stockage d'hydrocarbures et huiles usagées, enlèvement des installations techniques et autres déchets, démolition des bâtiments dans le respect des normes de traitement des matériaux dangereux ;*
- *excavation de l'ensemble des sols sur au moins 40 cm et sur une moyenne d'un mètre à l'extrême Est du site ;*
- *ajout de terres propres en surface des espaces verts ;*
- *construction du bâtiment de bureaux avec un vide sanitaire ventilé naturellement. »*

Par courrier daté du 29 août 2007, un point est fait par l'inspection des installations classées au maire de la commune de Dammarie-lès-lys, sur la délivrance du permis de construire sous réserve du respect d'un ensemble de prescriptions ci-dessus énumérées.

Le 11 septembre 2007, la société OFA transmet le plan de gestion modifié référencé RPe06577-02/AX.00278/CPeZ0701206 du 3 septembre 2007, prenant en compte les modifications de calculs pour les bureaux sur vide sanitaire. Le document est rédigé par le bureau BURGEAP.

Par courrier daté du 28 août 2008, la société SCOMA informe le Préfet de la cessation de ses activités sur la parcelle AM 74, au 58 rue de la Fosses aux Anglais sur la commune de Dammarie-lès-lys, à compter du 28 avril 2008.

Le 8 mars 2010, la société OFA transmet à la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie, le rapport final des travaux de dépollution des sols, référencé REx.1194/Cex.Z08.0040, le rapport de désamiantage du site et une facture justifiant de l'enlèvement des cuves hydrocarbures.

II – ANALYSE DES DOCUMENTS FOURNIS PAR L'EXPLOITANT :

Au regard de l'ensemble des documents fournis par la société OFA et des prescriptions imposées, il en ressort les points suivants :

II.1. Contexte, historique et documentaire :

♦ Localisation et topographie :

Le terrain, d'une superficie de 5880 m², occupé par la société OFA est situé rue de la Fosse aux Anglais à Dammarie-les-Lys.

Le site est délimité au sud par une voie ferrée, à l'ouest par le quai Voltaire puis la Seine, au nord par la rue de la Fosse aux Anglais.

L'altitude moyenne du site est comprise entre 40 et 42 mètres NGF.

♦ Contexte géologique :

Les couches successivement rencontrées au droit du site sont :

- les alluvions anciennes,
- les Calcaires et Meulière de Brie du Sannoisien,
- les argiles vertes du Sannoisien,
- les marnes du Ludien Supérieur,
- puis les Calcaires de Champigny du Ludien.

Les alluvions limoneuses ont été mises en évidence sous une couche de remblais d'une épaisseur variant de 0,6 à 3 mètres.

♦ Contexte hydrogéologique :

Plusieurs nappes sont rencontrées :

- la nappe des alluvions de la Seine, alimentée en partie par la nappe du calcaire de Brie ;
- la nappe du Calcaire de Brie qui reçoit les eaux d'infiltration ;
- la nappe du Calcaire de Champigny constituée en outre du Calcaire de Champigny et du Calcaire de Saint Ouen.

Au droit du site, la nappe des alluvions a été rencontrée entre 3 et 4,7 mètres de profondeur. Lors des sondages, les arrivées d'eau ont été mises en évidence vers 2,5 mètres de profondeur.

♦ Activités exercées par la société SCOMA Energie :

La société SCOMA Energie a essentiellement exercé son activité dans des bâtiments. Il s'agissait de faire des essais de moteurs à explosion afin d'obtenir le meilleur dosage air/carburant et les meilleurs performances.

Les combustibles brûlés dans les moteurs d'essais étaient de l'alcool, de l'essence, du gazole et du kérozène.

Une cuve de stockage de carburants a été enfouie dans la cour ainsi que les tuyauteries cheminant le carburant dans les caniveaux jusqu'aux cellules d'essais.

♦ Sensibilité / vulnérabilité environnementale :

Il n'existe pas de captage d'alimentation en eau souterraines sur la commune de Dammarie-les-Lys. Les captages d'alimentation en eau potable, les plus proches sont situés sur les communes de Villiers en Bière et la Rochette, en amont du site.

II.2. Diagnostic de pollution des sols : (Rapport REx00883-02-AX.00278-CEXZ070007)

Les investigations de terrain (réalisation de 10 sondages de sols ST1 à ST10 jusqu'à 4 mètres de profondeur) et les résultats des analyses en laboratoire ont montré que :

- Les sols présentent des teneurs supérieures aux valeurs de bruit de fond :
 - en métaux (arsenic, baryum, cadmium, cuivre, mercure, plomb, zinc) sur l'ensemble des points de sondages (sauf en ST4 et ST5),
 - en hydrocarbures totaux en ST1, ST3, ST4, ST6, ST8, ST9 et ST10,
 - en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) en ST3, ST6 et ST7,
 - en COT en ST1, ST3, ST4 et ST6,
 - les lixiviats présentent des teneurs supérieures aux valeurs définissant les déchets inertes en fraction soluble et antimoine,
- Les eaux souterraines présentent des teneurs supérieures aux valeurs guides pour les eaux de boisson :
 - en métaux (arsenic) en Pz2 (piézomètre 2),
 - en benzène en Pz2,
 - en Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques en Pz1 (piézomètre 1)

En terme de qualité environnementale et dans le cadre du plan de gestion du site, du fait de la mise en évidence de composés volatils dans les sols et les eaux souterraines, une Evaluation de la Quantification des Risques Sanitaires (EQRS) a été réalisé dans le dossier de plan de gestion, afin de vérifier le caractère acceptable ou non d'une exposition à ces composés volatils pour les futurs usagers du site pour les cas suivants :

- inhalation extérieure dans les parkings aériens et les espaces verts,
- inhalation intérieure dans les bâtiments,
- perméation des composés à travers les conduites d'eau potable, enterrées dans les sols impactés.

II.3 Conclusion du plan de gestion : (Rapport RPe06577/AX.00278/CPeZ0701206 et RPe06577-02/AX.00278/CPeZ0701206)

Les principales sources de pollution mises en évidence sur le site sont les cuves de fioul (sur la parcelle AM 74) et les boues de curage de voirie dans la partie Est (parcelle AM 288).

Les sols restant en place demeurent impactés par des hydrocarbures, des HAP et des métalloïdes au droit du futur bâtiment, et par des hydrocarbures, des HAP, des métalloïdes et des PCB hors zone bâtie (dans la partie Est du site).

Les mesures prises au plan de gestion et au regard de l'Analyse des Risques Résiduelles (ARR) imposent le respect des points suivants :

- l'excavation des terres de surface sur les 40 premiers centimètres (voire 1 mètre dans la zone Est) ;
- l'ajout de terres propres en surface des espaces verts ;
- une ventilation naturelle pour les galeries techniques enterrées d'au moins 30 volumes/jour. En ce qui concerne le vide sanitaire, une ventilation mécanique de quelques volumes/jour serait suffisante pour garantir l'absence de nuisance ;
- la mise en place de canalisations dans une tranchée de terres rapportées ;
- la mise en place d'éventuels arbres fruitiers dans une fosse de terres propres rapportées ;

- la mise en place d'un grillage avertisseur entre les terres impactées restant sur le site et les 40 centimètres de terres végétales saines qui seront rapportées.

Il est prévu, à l'issue des travaux que les terres impactées restent en place sur site, sous les aménagements prévus.

Conformément aux dispositions définies dans la circulaire du 8 février 2007 sur les modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués, la société OFA a procédé via l'organisme BURGEAP au suivi et au contrôle des opérations de dépollution. Il apparaît à la lecture du rapport synthétisant l'ensemble des contrôles réalisés que les teneurs résiduelles sont supérieures à la valeur retenue dans le plan de gestion. Néanmoins, BURGEAP conclut que les teneurs présentent un niveau de risques acceptables pour un usage tertiaire s'agissant des bureaux sur vide sanitaire et de l'aménagement des parkings et des espaces verts.

II.4. Mesures de mise en sécurité du site, au vu du dossier Rex.1194/Cex.Z08.0040 du 9 février 2010 :

Selon le dossier, la société SCOMA Energie a mis à l'arrêt la totalité de ses installations d'ateliers d'essais, le 28 avril 2008. La mise en sécurité complète et définitive des installations (avec évacuation des déchets) et du site a été effective en décembre 2009.

♦ Mesures prises visant à interdire ou limiter l'accès au site :

Le rapport RPe06577/AX.00278/CPeZ0701206, rédigé le 20 août 2007 conclut que les risques sanitaires résiduels sont acceptables pour les personnes travaillant sur le site.

Le site de la société OFA est entièrement clôturé.

♦ Evacuation des produits dangereux et des déchets :

L'évacuation des terres impactées a nécessité deux campagnes : une du 13 octobre 2008 au 13 novembre 2008, l'autre les 19 et 20 novembre 2009.

Un total de 3 114,37 tonnes de terres non inertes (catégorie A' et B) a été évacuée vers le biocentre de la société BIOGENIE à Echarcon. Les terres de catégorie A' sont les terres présentant des indices organoleptiques. Les terres de catégorie B sont les terres impactées.

Les terres de catégorie A ont fait l'objet d'une évacuation par EIFFAGE CONSTRUCTION.

L'ensemble des bordereaux de suivi de déchets est annexé au rapport de le bureau BURGEAP du 9 février 2010, référencé Rex.1194/Cex.Z08.0040.

Par ailleurs, en ce qui concerne les terres excavées dans le cadre de la réalisation du projet, celles-ci présentant des teneurs en HAP et cuivre, supérieures aux critères d'acceptation en catégorie A, ne sont pas considérées comme inertes. Les terres de catégorie A sont les terres dont les résultats de lixiviation sont conformes aux seuils définis pour les déchets inertes dans l'arrêté du 15 mars 2006 qui fixe la liste des types de déchets inertes admissibles dans les installations de stockage de déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations.

♦ Mesures prises destinées à prévenir les pollutions et à surveiller les effets de l'installation sur l'environnement :

Conformément aux recommandations du plan de gestion, les travaux ci-après ont été réalisés :

- ✓ l'excavation des terres ;
- ✓ la mise en place d'une épaisseur de terres propres végétales sur 40 cm au droit des zones d'espaces verts ;
- ✓ une ventilation naturelle comprise entre 42 et 168 volumes/jours pour les galeries techniques enterrées ;
- ✓ le remblaiement de la tranchée correspondant à la canalisation d'eau potable alimentant l'immeuble ;
- ✓ la plantation de tilleuls dans des fosses de terre propre d'un mètre cube ;
- ✓ l'installation d'un grillage avertisseur entre les terres du site et les terres d'apport, au droit des espaces verts et d'un géotextile séparant les terres impactées de la sous-couche des enrobés sur la partie parking ;
- ✓ le maintien des terres impactées sur le site puisque leurs teneurs résiduelles obtenues avec les prélèvements de fond de fouille sont compatibles avec l'usage futur du site et qu'ils conduisent à des niveaux de risques acceptables.

Les prescriptions formulées par l'inspection des installations classées et les travaux étant conformes au plan de gestion présenté, aucune remarque n'est à formuler.

♦ Détermination du type d'usage futur du site – Avis de la mairie de DAMMARIE-LES-LYS :

La société OFA indique que le site est compatible avec un usage tertiaire.

Ainsi, par arrêté du 7 décembre 2007, le maire de la commune de DAMMARIE-LES-LYS a autorisé le permis de construire n° 77 152 07 00008 sous réserve que les prescriptions édictées par la Direction Régionale Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie, anciennement Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, dans son avis du 29 août 2007 soient respectées.

L'avis a été confirmé à la société SCOMA Energie par Monsieur le Maire de DAMMARIE-LES-LYS lors de sa sollicitation par courrier en date du 18 décembre 2007.

Il n'appartient pas à l'inspection des installations classées de se prononcer sur les autorisations autres que celles relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

III – CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Compte tenu des mesures de mise en sécurité mises en œuvre sur le site par la société OFA (élimination des déchets, évacuation de machines et de produits dangereux, clôture périphérique du site, installation des dispositifs de surveillance et de lutte contre l'incendie) et que la remise en état n'est pas incompatible avec l'usage futur tertiaire envisagé pour le site, rien ne s'oppose à ce que la cessation d'activité soit actée.

En conséquence, nous proposons à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne :

III.1. Cessation d'activité de la société SCOMA Energie :

- ♦ de prendre acte des mesures de mise en sécurité et de remise en état du site de DAMMARIE-LES-LYS, réalisées par la société OFA pour le compte de la société SCOMA Energie, pour un usage tertiaire défini dans le cadre du rapport de travaux de dépollution du 9 février 2010 réalisé par le bureau BURGEAP,
- ♦ de prendre acte de la cessation d'activité à compter du 28 avril 2008 et d'en accuser réception auprès de l'exploitant,
- ♦ de prendre acte que les travaux de construction d'un bâtiment de bureaux étant en cours de réalisation, le procès-verbal de récolement n'a pu être établi et que le présent document vaut procès-verbal. En effet, l'article R 512-39-3 III du Code de l'Environnement stipule : « *Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le Préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le Préfet.*

L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au Préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain. »

- ♦ de rappeler à l'exploitant que cette prise d'acte ne vaut pas quitus de l'administration, et qu'en vertu de l'article R 512-39-4 du Code de l'Environnement, le Préfet peut lui imposer à tout moment, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, en prenant en compte un usage du site comparable à la dernière période d'exploitation.

III.2. Information de Monsieur le Maire de DAMMARIE-LES-LYS :

- ♦ de transmettre à Monsieur le Maire de DAMMARIE-LES-LYS, en sa qualité d'autorité compétente en matière d'urbanisme, une copie du présent rapport.

Rédacteur
Technicien Supérieur,



Yasmine COMMIN

Vérificateur et Approbateur
Pour le directeur et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale
de Seine-et-Marne,



Claude POINSOT

CADASTRE.

SECTION AM

N° 288

N° 74

